

Pour aller plus loin ...

... L'Histoire de l'agriculture

Aux lendemains de la seconde guerre mondiale, l'Europe est en ruine et fait face à une importante pénurie alimentaire. Des tickets de rationnement sont d'ailleurs utilisés jusque dans les années 1950. Afin d'endiguer cette pénurie, l'accent est mis sur l'augmentation de la production domestique *via* l'augmentation de la productivité de la terre (rendements) et des animaux (kg de lait par vache, kg de viande par animal). Le secteur agricole bénéficie à l'époque d'un soutien à la structuration et à la modernisation *via* le Plan Marshall (1947).

Mais cette trop forte intervention étatique, incompatible avec le marché commun a dû être supprimée pour pouvoir inclure les produits agricoles dans la libre circulation des marchandises. Toutefois, afin de maintenir une intervention publique dans le secteur agricole, les politiques agricoles des Etats membres ont été remplacées à la fin des années 1950 par des mécanismes d'intervention au niveau communautaire, suite à l'entrée en vigueur du traité de Rome (1957). La politique agricole commune (PAC) a alors été mise en place. Ses objectifs étaient de :

- Accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique et en assurant un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre ;
- Assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ;
- Stabiliser les marchés ;
- Garantir la sécurité des approvisionnements ;
- Assurer des prix raisonnables aux consommateurs.

La mise en place de cette politique s'avère un succès : très vite les productivités de la terre et des animaux augmentent, permettant d'atteindre la sécurité alimentaire quantitative de la population européenne et même de devenir exportateur net de produits agricoles et alimentaires.



Source : [Evolution de rendement en grains du blé en France 1815-2011 — Site des ressources d'ACCES pour enseigner les Sciences de la Vie et de la Terre \(ens-lyon.fr\)](#)

Mais rapidement le tableau se noircit : à compter du milieu des années 1980, l'Union Européenne (UE) doit gérer des excédents tels que des « Montagnes de beurre » entraînant des coûts budgétaires

conséquents. Les premières mesures de maîtrise de coût budgétaire apparaissent en 1984 avec les quotas laitiers. Sur le plan international, l'UE est accusée de dumping sur les marchés. La PAC est alors réformée en profondeur en 1992 : on passe d'un soutien par les prix (consommateur) à un soutien par les aides (contribuable).

Dans les années 1990, les inconvénients s'accroissent : les soutiens budgétaires de la PAC sont répartis de façon inégalitaire, les situations de crises de revenus dans le milieu agricole se multiplient et des impacts négatifs de cette agriculture intensive sur l'environnement sont mis en avant (pollutions diffuses : sol, eau, air). Les régimes alimentaires sont déséquilibrés entraînant des maladies chroniques liées au surpoids et à l'obésité. Enfin, les demandes sociétales sont de plus en plus fortes : le modèle agricole dit industriel est critiqué, les conditions d'élevage peu respectueuses du bien-être animal sont décriées. Les citoyens/consommateurs souhaitent de plus en plus consommer des produits plus respectueux de l'environnement et du bien-être animal, et s'intéressent davantage à l'origine des produits.

En conclusion, l'agriculture Normande, Française et Européenne vit actuellement une mutation profonde et doit faire face à de nombreux défis difficilement conciliables. Ces défis vont bien au-delà des systèmes agricoles : nos modes d'alimentation vont devoir être repensés, ce qui impactera les systèmes agricoles sur toutes les dimensions de la durabilité. Ces changements à venir s'inscrivent par ailleurs dans un contexte où l'attractivité du métier d'agriculteur et le renouvellement des générations posent question : en 40 ans, le nombre d'agriculteurs en France a été divisé par 4.

Présentation d'Hervé Guyomard, Directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) et Président de l'association LIT OUESTEREL.